

Unité départementale de Seine-et-Marne  
14 rue de l'Aluminium 77547 Savigny-le-Temple

Savigny-le-Temple, le 06/02/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 15/01/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **SEAPM**

49 bis av Franklin Roosevelt  
77210 Avon

Références : E24/ 0293  
Code AIOT : 0006511986

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/01/2024 dans l'établissement SEAPM implanté Carrière de Marolles-sur-Seine – D 411 77 130 Marolles-sur-Seine. L'inspection a été annoncée le 08/01/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SEAPM
- Carrière de Marolles-sur-Seine – D 411 77 130 Marolles-sur-Seine
- Code AIOT : 0006511986
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SEAPM exploite la carrière alluvionnaire de sables et graviers sur la commune de Marolles-sur-Seine. L'activité de ce site est autorisée par l'arrêté préfectoral n°07 DAIDD M 024 du 10 octobre 2007 et modifiée par les arrêtés préfectoraux complémentaires du 13 avril 2018 et du 09 mai 2023.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

La carrière SEAPM de Marolles-sur-Seine est correctement exploitée et procède au bon suivi de son exploitation.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Information du public	Arrêté Préfectoral du 10/10/2007, article III.1	Sans objet
2	limitation d'accès	Arrêté Préfectoral du 10/10/2007, article III.17	Sans objet
3	Plans	Arrêté Préfectoral du 10/10/2007, article III.19	Sans objet
4	Fin d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 10/10/2007, article II.4	Sans objet
5	Pollution de l'air	Arrêté Préfectoral du 10/10/2007, article IV-4	Sans objet
6	GARANTIES FINANCIÈRES	Arrêté Préfectoral du 13/04/2018, article Chapitre V	Sans objet
7	Modification du phasage	Arrêté Préfectoral du 09/05/2023, article 2	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les analyses et contrôles sont effectués, les procédures sont adaptées à l'activité. La remise en état du site est coordonnée avec l'exploitation de celle-ci.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Information du public

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/10/2007, article III.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Information du public
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant est tenu, avant le début de l'exploitation, de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.
<b>Constats :</b> Les références de l'autorisation de la carrière, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté sont indiqués sur un panneau à l'entrée du site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 2 : limitation d'accès**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/10/2007, article III.17
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Accès
<b>Prescription contrôlée :</b> Durant les heures d'activité (cf. article 1-5), l'accès à la carrière est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est matériellement interdit. L'accès de l'exploitation est interdit au public. Une clôture solide et efficace est mise en place autour des zones dangereuses, notamment des chantiers de découverte ou d'exploitation, les casiers, les pistes, les éventuels convoyeurs s'ils ne sont pas intégralement capotés. Des pancartes indiquant le danger sont apposées à intervalle régulier (distance entre panneaux de l'ordre de 50 m), sur les chemins d'accès aux travaux, ainsi qu'à proximité du périmètre clôturé particulièrement le long des chemins ruraux. Le bon état des clôtures et pancartes fait l'objet d'un contrôle a minima semestriel. Un accès permanent et sécurisé est maintenu pour les parcelles enclavées dans l'emprise du site mais exclues du périmètre autorisé. (ferme du Moulin à vent)
<b>Constats :</b> L'accès à la carrière est contrôlé. Les camions et autres visiteurs sont accueillis sur la base vie. En dehors des heures ouvrées, cet accès est matériellement interdit. L'accès de l'exploitation est interdit au public. Des clôtures et portails sont en place pour limiter l'accès au site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 3 : Plans

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/10/2007, article III.19
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Plans
<b>Prescription contrôlée :</b> Il est établi un plan orienté de la carrière sur fond cadastral. Sur ce plan sont reportés : <ul style="list-style-type: none"><li>- l'échelle,</li><li>- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres,</li><li>- les Zones en cours d'exploitation,</li><li>- les zones déjà exploitées non remises en état,</li><li>- les Zones remises en état,</li><li>- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs, (cote NGF),</li><li>- pour les parties en eaux ; cotes bathymétriques,</li><li>- les convoyeurs, le stacker, les stocks, les aires étanches, les locaux sociaux et décrotteurs de roues.</li><li>- les pistes et voies de circulation,</li><li>- les piézomètres,</li><li>- les pylônes, les réseaux AEP et téléphone, les lignes électriques aériennes ou enterrées,</li><li>- les bornes mentionnées à l'article II-2,</li><li>- les valeurs des éléments S1, S2, S3 et L définis à l'article V</li></ul> Ce plan est remis à jour au moins une fois par an, au 31 décembre de l'année N, et est accompagné de toutes indications qualitatives et quantitatives permettant d'assurer le suivi des travaux d'exploitation et de remise en état (dont notamment la surface autorisée restant à exploiter, les réserves autorisées restant à exploiter, la surface totale déjà remise en état, la surface remise en état dans l'année précédente,...). Il est joint un relevé établi par un géomètre mentionnant le volume des stocks de stériles de découverte et terre végétale présents sur le site.
<b>Constats :</b> L'exploitant a fourni à l'inspection un plan de suivi des travaux d'exploitation et de remise en état de la carrière. Celui-ci répond aux attentes de l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 4 : Fin d'exploitation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/10/2007, article II.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Fin d'exploitation
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant doit adresser au préfet au moins six mois avant la date d'expiration de la présente autorisation la notification d'arrêt définitif prévue à l'article 34-1 I du décret du 21 septembre 1977 modifié.[...]
<b>Constats :</b> L'exploitant a indiqué le jour de la visite sa volonté d'étendre la durée d'exploitation de la carrière pour une durée de 15 ans supplémentaires. Le dossier de demande de prolongation sera déposé auprès des services instructeurs avant la fin de l'autorisation actuelle.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : Pollution de l'air**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/10/2007, article IV-4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Analyses Rejets Atmosphériques
<b>Prescription contrôlée :</b> IV – Un capteur de type « CIP 10 » sera installé à une hauteur d'environ 1,60 m en limite de propriété de la ferme du Moulin à vent pendant les phases B9 à B13. Des prélèvements portant sur une durée suffisamment longue afin de pouvoir réaliser des mesures fiables du taux de quartz seront ainsi repartis dans l'année :[...] Les résultats sont transmis annuellement à l'inspection des installations classées avec copie à la DDASS. Si la valeur d'exposition dépasse $1 \mu\text{g}/\text{m}^3$ ** l'exploitant avertit immédiatement l'inspection des installations classées et la DDASS en les informant des mesures de réduction mises en œuvre.
<b>Constats :</b> En juin 2023, une valeur d'exposition non conforme avait été relevée par l'exploitant. Celui-ci en avait averti l'inspection immédiatement. L'exploitant a mis en place des mesures correctives adéquates. Le relevé annuel des résultats de mesures a bien été transmis à l'inspection et aucune autre non conformité n'a été relevée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite



**N° 6 : GARANTIES FINANCIÈRES**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/04/2018, Article V.1																			
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Garanties financières																			
<b>Prescription contrôlée :</b> Le montant des garanties financières TTC correspondant aux deux dernières quinquennales d'exploitation et de remise en état de la carrière est établi comme suit :																			
<table border="1"> <thead> <tr> <th>Périodes</th><th>S1 (ha)</th><th>S2 (ha)</th><th>S3 (ha)</th><th>L (m)</th></tr> </thead> <tbody> <tr> <td>1ere période</td><td>23,6</td><td>46,4</td><td>2,4</td><td>100</td></tr> <tr> <td>2eme période jusqu'au 10 octobre 2027</td><td>19,6</td><td>46,4</td><td>2</td><td>0</td></tr> </tbody> </table>					Périodes	S1 (ha)	S2 (ha)	S3 (ha)	L (m)	1ere période	23,6	46,4	2,4	100	2eme période jusqu'au 10 octobre 2027	19,6	46,4	2	0
Périodes	S1 (ha)	S2 (ha)	S3 (ha)	L (m)															
1ere période	23,6	46,4	2,4	100															
2eme période jusqu'au 10 octobre 2027	19,6	46,4	2	0															
La formule de calcul utilisée est un mix des formules n°1 et n°2 de l'arrêté ministériel du 9 février 2004, avec : S1 (en ha) = somme de surface de l'emprise des infrastructures au sein de la surface autorisée et de la valeur maximale atteinte au cours de la période considérée par les surfaces défrichées diminuées de la valeur maximale des surfaces en chantier (découvertes et en exploitation) soumises à défrichement. S2 en (ha) = Valeur maximale atteinte au cours de la période considérée par la somme des surfaces en chantier (découvertes et en exploitation) diminuées des surfaces remises en état (ou en eaux définitivement) L (en m) =valeur maximale atteinte au cours de la période considérée par la somme des linéaires de berges diminuée des linéaires de berges remise en état (uniquement pour le site A) S3 (en ha) = Valeur maximale atteinte au cours de la période considérée par la surface résultant du produit du linéaire du périmètre d'extraction par la profondeur moyenne diminuée des surfaces remises en état. Le coût des opérations de remise en état ne doit jamais excéder les montants fixés ci-dessus. [...]																			
<b>Constats :</b> L'exploitant a indiqué que le calcul des surfaces (site A + site B) était de : S1 = 15,1121 ha - S2 = 23,8056 ha - S3 = 1,8828 ha Les limites dans l'AP complémentaire de 2018 sont : S1 max = 19,6 ha - S2 max = 46,4 ha - S3 max = 2 ha Les garanties financières sont respectées.																			
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite																			

**N° 7 : Modification du phasage**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/05/2023, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Phasage
<b>Prescription contrôlée :</b> Le plan de phasage de l'arrêté préfectoral n°2018/DCSE/M/004 du 13 avril 2018 est remplacé par le plan de phasage annexé au présent arrêté préfectoral. Cette modification de phasage ne remet pas en cause le rythme, ni la durée, ni les conditions d'exploitation.
<b>Constats :</b> Le phasage de la carrière est respecté. L'exploitation est en cours de finalisation de la phase 8bis. En parallèle la phase 6bis est en cours d'exploitation.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

